



La crise alimentaire est-elle une chance pour l'Afrique ?

Une cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement sont réunis à Rome pour un sommet extraordinaire de la FAO (agence de l'ONU pour l'agriculture) consacré à la sécurité alimentaire. L'envolée des prix agricoles et les émeutes de la faim ont alerté l'ONU en quête d'un plan pour relancer la production agricole, notamment en Afrique.

Révolution noire

L'Afrique est-elle prête pour sa révolution verte ? Rien n'est moins sûr. Certes, le modèle selon lequel les pays du Nord inondaient le continent noir de leurs surplus agricoles est terminé. Les grands pays producteurs n'ont plus les moyens de financer des stocks. D'où la conclusion à laquelle même les États africains se sont (tardivement) ralliés : haro sur les importations, vive l'autosuffisance ! Sur le papier, tout est possible : certaines études affirment que le continent possède des réserves de terres arables pour répondre à la demande liée à la croissance démographique jusqu'en 2030, et ce sans intensification significative (mais en prélevant sur les réserves forestières). Et que les rendements, en moyenne huit fois moins élevés qu'en France, recèlent de

formidables potentiels de hausse. Enfin, on peut compter sur les bailleurs internationaux — qui se sont trompés depuis trente ans — pour réparer leur faute et assurer financements, technologies et formation pour doper la production vivrière. Seulement, le chantier est immense : il faut pratiquement partir de zéro, créer des routes, des banques, des coopératives, un droit foncier... Seule une révolution verte à l'échelle régionale pourrait inverser la tendance. « Ce qui manque à l'Afrique, c'est une politique agricole commune ! », soutient Henri Rouillé d'Orfeuil, président de la Coordination Sud.

Mais ni la Banque mondiale, ni l'OMC, ni même les chefs d'État ne semblent prêts à jouer cette carte de l'intégration.

ÉRIC BENHAMOU ■

Oui : Jean-Yves Grosclaude

« Elle suscite une prise de conscience : il faut changer de modèle ! »

La hausse des prix agricoles pose un énorme problème pour les populations pauvres en zone urbaine mais elle met également en relief le risque que représente pour certains pays à faibles ressources une trop grande dépendance vis-à-vis des marchés mondiaux. Cette dépendance alimentaire est héritée d'un modèle, selon lequel le monde rural se nourrit lui-même et le monde urbain importe du marché mondial ; depuis la décolonisation ce modèle a perduré profitant de cours mondiaux faibles, conséquences des surplus agricoles du Nord, et interdisant tout développement d'une agriculture africaine. Or, ce modèle ne fonctionne plus du fait d'une part croissante des populations urbaines (40 %). Cette rupture était inéluctable et le brutal retournement des prix a finalement accéléré la prise de conscience sur la nécessité pour l'Afrique de s'orienter vers un modèle de souveraineté alimentaire, évitant ainsi, avec un doublement de sa population en trente ans, une catastrophe de grande ampleur d'ici cinq à dix ans. Or, l'Afrique est sans doute le seul continent où il existe encore d'importantes disponibilités foncières. Il faudra en outre accroître les rendements, et ce avec des techniques économes en énergies et respectueuses des sols. Des solutions existent, comme le potentiel de l'agriculture pluviale. Toutes ces techniques n'ont pas été développées en l'absence d'un véritable marché. Il faut donc le créer en mettant en place les infrastructures et les filières nécessaires. Cela ne pourra pas



Jean-Yves Grosclaude, responsable du développement rural à l'AFD.

se faire sans la volonté des États à s'engager dans cette voie, avec l'aide des bailleurs de fonds : ils n'ont plus guère le choix, le risque social étant devenu trop grand. ■

Non : Michel Griffon

« L'élasticité de la production au prix est très faible en Afrique »

Le risque de pénurie est permanent en Afrique. Le phénomène n'est donc pas nouveau et la responsabilité est largement partagée : d'une part, les États ont toujours privilégié les importations à bas coûts pour nourrir leurs villes — favorisant ainsi l'exode rural — et d'autre part, les grands bailleurs de fonds, Banque mondiale en tête, n'ont jamais considéré l'agriculture comme une véritable activité de production. Résultat, aujourd'hui, gouvernements et bailleurs se trouvent bien démunis face à la violence de la crise. La hausse des cours mondiaux n'est donc certainement pas une bonne nouvelle pour les populations urbaines pour qui l'époque d'une alimentation à bon marché est révolue. Et certai-



Michel Griffon, chercheur au Cirad, auteur de « Nourrir la planète » (Odile Jacob, 2007).

nes mesures, comme la baisse des taxes ou l'aide d'urgence, ne feront qu'accroître les déséquilibres. Pour les campagnes, c'est peut-être une chance, mais beaucoup d'incertitudes demeurent. Les marchés ne sont pas parfaits, loin s'en faut. Certes, la hausse des prix urbains va entraîner celle des prix ruraux. Mais, faute de filières organisées, il n'est pas certain que l'agriculteur en tire profit. Globalement, l'élasticité de la production au prix est très faible en Afrique. Il faut que les paysans perçoivent des signaux extrêmement forts pour changer leurs modes de production. Le prix en est un, à condition qu'il soit durablement élevé. Mais le signal le plus fort doit provenir des États eux-mêmes, avec la mise en place de politiques agricoles très volontaristes, perceptibles à l'échelle locale. Et dans ce domaine, tout reste à faire, de l'accès aux intrants à la formation, de la recherche au transport, de l'accès au crédit aux conditions de stockage et de transformation. ■